



BRÉSIL : D'ANCIENNES DÉTENUES TISSENT LEUR LIBÉRATION COLLECTIVE

En fondant la coopérative Libertas (« Libérées ») pour les femmes passées par la prison, Marcita Amores et Geralda Avila ont voulu « créer les conditions d'une émancipation collective ». Proches de détenu-es, les deux femmes refusent la logique normative de la réinsertion pour lui préférer la coopération, la création et la mise en commun des compétences et des ressources.

SARAH BENICHO (TEXTE) ET JULIETTE ROUSSEAU (TEXTE ET PHOTOS)

EN QUELQUES MOTS

- + Depuis vingt ans, au Brésil, l'enfermement des femmes a explosé. Les femmes des quartiers populaires sont particulièrement ciblées.
- + Leur détention détruit la structure sociale des communautés qui reposent sur elles.
- + À São Paulo, une coopérative féministe et anti-carcérale accompagne les anciennes détenues.

« Nous sommes des créatrices, pas des créatures », martèle Batia Jello Shinzato. Assise dans l'herbe à l'ombre de la rampe d'accès à la communauté¹ d'Atibaia (quartier de Sapopemba, São Paulo), cette femme, impliquée dans le culte candomblé², milite contre l'enfermement carcéral qu'elle a elle-même connu. Parce qu'elle veut faire changer la honte de camp, cette figure de référence du quartier a fondé l'association « Por Nos » (« Par » et « pour nous-mêmes »), « pour que les gens cessent de parler à notre place et que

les prisonnières prennent la parole à la première personne». Ses activités politiques lui ont permis de croiser la route de deux autres militantes anti-carcérales et féministes : Marcita Amores et Geralda Avila. Respectivement âgées de 44 et 66 ans, elles se sont rencontrées en animant des ateliers dans des prisons pour femmes : styliste, Marcita a pu y donner des cours de couture grâce à Geralda qui y enseignait déjà la littérature. En 2019, elles décident de créer une coopérative de couture pour ex-détenues : Libertas (« Libérées »). C'est cette structure qui s'installe à Atibaia.

Coopérer plus que réinsérer

Ce dimanche, sous le soleil de plomb de février, on inaugure le local de Libertas à grands coups d'huile de coude et de peinture aux couleurs vives. Installée dans un local du centre de São Paulo depuis sa création, la coopérative a été invitée à prendre ses quartiers ici à l'hiver 2021. Comme Batia, de nombreuses habitantes de la communauté ont fait de la prison : elles sont « passées », comme elles disent. « *Nous fabriquons des biens utiles aux femmes*, explique Marcita entre deux coups de balai. *Notre coopérative n'a pas vocation à "réinsérer" les femmes sur le marché du travail, car les vies humaines ne devraient pas être déterminées par le marché* », poursuit la styliste. Pour elle, travailler en coopérative, c'est bien plus que produire des biens, c'est « créer les conditions d'une émancipation qui ne peut être que collective. » Serviettes hygiéniques lavables, sacs de courses, masques, la production est pensée en cohérence avec le projet politique : construire l'autonomie des femmes. Marcita décrit la coopérative comme un outil féministe avant tout : « *Alors que nous avons grandi dans un système qui nous met toutes en concurrence plutôt que de valoriser notre capacité à "faire commun", la coopérative doit permettre de se rééduquer ensemble.* »

Les mâchoires du système carcéral

La coopérative répond également à des besoins immédiats. Au Brésil, être

emprisonné-e, c'est perdre dans certains cas ses droits politiques (droit de vote) et, systématiquement, l'accès à ses droits sociaux et l'usage de son numéro national d'identification (le CPF), indispensable pour ouvrir et utiliser un compte bancaire, louer un logement, acheter un téléphone portable, obtenir une carte de transport ou même se connecter à un réseau de Wi-Fi public. S'extirper des mâchoires du système carcéral relève de l'exploit pour l'immense majorité des condamnées au Brésil car sortir de prison ne signifie pas recouvrer automatiquement ses droits : une amende d'environ 7.000 reals (1.100 euros) par année d'incarcération doit être payée par l'ex-détenu-e (le salaire mensuel moyen au Brésil s'élève à 1.100 reals mais la majorité de la population vit de l'économie informelle). Ainsi, travailler au sein de la coopérative c'est, pour les femmes, se donner les moyens de payer leurs amendes et retrouver la jouissance de leurs droits sans repasser par l'économie parallèle qui les a souvent menées en prison. En effet, elles ont majoritairement été condamnées pour des délits de survie sans usage de violence, selon les statistiques du ministère de la Justice brésilien. « *Une de nos membres a fait quatre ans de prison pour 70 grammes d'herbe* », rage Marcita.

« Ici, l'esprit de communauté résiste »

Occupés, c'est-à-dire squattés, les immeubles d'Atibaia étaient destinés à des logements sociaux. Le maître d'ouvrage ne les a jamais réceptionnés, leur construction est restée inachevée : ce sont les habitant-es qui ont terminé les travaux, notamment l'eau courante. En dépit de leurs efforts, les familles ont été expulsées à trois reprises depuis 2012. Elles reviennent à chaque fois. Aujourd'hui, l'inauguration mobilise tout le monde. Femmes et enfants, et quelques hommes, s'affairent autour du bâtiment qu'il faut vider des encombrants accumulés au fil des ans. Les enfants repeignent les bancs et courent en riant, les mains pleines de peinture. « *Nous sommes honorées d'être accueillies ici, introduites par une femme qui travaille sur le lien et*

« La majorité des détenues sont abandonnées par leurs proches alors que leurs enfants sont mis en foyer. À leur sortie, elles n'ont plus rien : aucun lien, une dette, plus de droits et pas de logement. »

l'ancestralité », se réjouit Marcita. Mais Batia insiste, ce sont les habitant-es qui les ont conviées à installer la coopérative dans le quartier. Dans les quinze bâtiments qui forment la communauté d'Atibaia vivent près de 2.000 personnes dont plus de 700 enfants. À majorité féminine et noire, les habitant-es s'organisent par immeuble : chaque bâtiment désigne une « déléguée » qui représente les habitant-es au sein d'une sorte de conseil de la communauté. C'est ce conseil qui a décidé de rencontrer les fondatrices de Libertas, puis de mettre à leur disposition l'un des bâtiments encore inoccupés.

Marcita est accompagnée d'un groupe d'artistes de rue féministes. Armées de rouleaux et d'aérosols, elles recouvrent la future coopérative de « murales » aux messages et aux visages renforçants. L'ambiance est à la fête. « *Ici, l'esprit de communauté résiste. S'installer là, c'est comme un rêve qui se réalise* », s'enthousiasme Marcita.

« Qui prend soin de nous ? »

« *Nous sommes des survivantes du système carcéral et des victimes de la violence d'État* », résume Batia, qui estime qu'elle a eu la « chance » que ses fils lui rendent visite en prison. « *Au Brésil, les hommes qui passent par la prison sont mal vus mais ce n'est rien comparé à ce que les femmes vivent. La majorité sont abandonnées par leurs proches alors que leurs enfants sont*



Installée dans un local du centre de São Paulo depuis sa création en 2019, la coopérative Libertas prend en cette fin d'année ses quartiers à Atibaia.

mis en foyer. À leur sortie, elles n'ont plus rien : aucun lien, une dette, plus de droits et pas de logement. »

« Nous prenons soin de tout le monde, mais qui prend soin de nous ? » : c'est la question qui s'est imposée à Geralda un jour de 2004 alors qu'elle passait devant la prison pour femmes en allant visiter son ex-mari en détention. La file d'attente pour les parloirs s'étirait loin devant la prison des hommes. Devant celle des femmes, personne n'attendait. Depuis près de vingt ans, la militante arpente les prisons pour femmes afin d'organiser des ateliers de littérature et parler d'émancipation féminine. Surnommée « Madame G », elle est un pilier du combat féministe anti-carcéral à São Paulo. Elle a vu l'explosion de l'enfermement des femmes au Brésil : plus de 650 % d'augmentation en 20 ans. De moins de 5.000 détenues en 2000, le pays en compte aujourd'hui près de 42.000 : entre 60 et 65 % d'entre elles sont noires et la majorité sont des mères de famille âgées de moins de 30 ans³.

En plus de cette violence d'État raciste

et sexiste, Marcita souligne que ce qui se cache derrière cette politique d'incarcération massive des femmes, c'est une violence politique spécifiquement dirigée contre les habitant-es des quartiers populaires, déjà victimes de violences économiques structurelles. Rendues possibles par une loi dite « contre la drogue » votée en 2006, ces incarcérations détruisent la structure sociale des communautés. *« Dans les quartiers populaires, ce sont les femmes qui tiennent tout. Ce sont elles qui garantissent la survie des enfants et des anciens, mais aussi l'existence des liens sociaux »,* analyse Marcita. Elle considère que *« la politique carcérale du Brésil est faite pour enfermer les personnes qui pourraient s'insurger. »*

À Atibaia, les projets de Libertas ne s'arrêtent donc pas à la couture. Geralda va organiser des soirées pour parler littérature et politique. Elle voudrait installer une bibliothèque. Des ami-es de Marcita, agriculteurs/trices, viendront partager leurs connaissances en permaculture et en nutrition pour initier un jardin potager dans la

communauté. La coopérative Libertas est envisagée par ses fondatrices comme un élément d'une logique d'autonomie globale à construire, pour préserver, entretenir et nourrir les liens et la vie des quartiers populaires et, plus particulièrement, des femmes. Si elle apporte sa connaissance de la couture et des machines, Marcita considère que ce savoir n'est rien comparé à la force collective contenue dans la communauté. Pour elle, la source de la richesse féministe est là. *« Au fond, ce n'est pas une coopérative de couture. C'est une sorte d'école que nous construisons. Mais c'est nous qui allons apprendre. »* ●

1. Rejetant le terme de « favela », à connotation négative, les habitant-es des quartiers populaires parlent de « communauté ».
2. Le candomblé est une religion très populaire au Brésil et un symbole de résistance culturelle des Afro-descendant-es. Il mêle les différents cultes des peuples africains déportés et réduits en esclavage dès le 16^e siècle, les cultes amérindiens et le catholicisme des colons esclavagistes. Dans ce culte, Batia Jello Shinzato est une « mère de saint ».
3. Selon l'Institut des statistiques pénitentiaires du ministère de la Justice brésilien.